

Suisse : Les mesures contre le coronavirus ne sont pas justifiées ! (pétition en ligne)

**Les mesures adoptées par le Conseil fédéral suisse en mars 2020 pour contenir le coronavirus sont controversées et ont été remises en question par différents médecins et épidémiologistes. Une pétition en ligne est actuellement en cours en Suisse, demandant que les mesures décrétées par le gouvernement fédéral soient examinées de manière critique, indépendamment des intérêts des lobbies. Le critère le plus important à cet égard est la dimension humaine, comme le chômage, les faillites et l'endettement de nombreuses entreprises. La pétition est en cours jusqu'au 4 mai 2020.**

Le 16 mars 2020, le Conseil fédéral suisse a déclaré la « situation exceptionnelle » : des mesures plus strictes sont en place pour endiguer la propagation du coronavirus. Par exemple, les magasins non alimentaires, les restaurants, les bars, les installations de divertissement et de loisirs et les écoles doivent rester fermés. Les événements publics et privés ont été interdits. Le 16 avril, le Conseil fédéral a décidé d'assouplir les mesures par étapes.

Mais les mesures adoptées par le Conseil fédéral sont très controversées. Divers médecins, épidémiologistes et autres spécialistes les remettent en question, comme l'a montré Kla.TV dans plusieurs émissions (www.kla.tv/Coronavirus-fr). En Suisse, une pétition en ligne est actuellement en cours, qui est directement adressée au Parlement fédéral : les mesures décrétées par le gouvernement fédéral doivent faire l'objet d'un examen critique indépendant des intérêts des lobbies. Le critère le plus important à prendre en compte est l'impact humain de ces mesures. Les mesures fédérales entraînent déjà une forte hausse du chômage, des faillites privées et des dettes inutiles pour de nombreuses entreprises.

Veuillez écouter les demandes et les raisons de la pétition, qui peut être signée jusqu'au 4 mai 2020, textuellement :

Les mesures contre le corona en Suisse ne sont pas justifiées !
Les mesures édictées par le Conseil fédéral pour contenir le coronavirus en Suisse ne sont pas justifiées sur le plan juridique, économique, scientifique et encore moins humain, et doivent être immédiatement réduites et abandonnées.

Les médias sont appelés à cesser immédiatement de semer la panique, qui aggrave la situation, et à fournir des reportages équilibrés. Par exemple, le nombre élevé de décès par le coronavirus en Italie doit être comparé aux explications statistiques correspondantes, comme cela a été fait dans la plus grande revue médicale du monde, le Journal of the American Medical Association, le 23 mars 2020. Les scientifiques expliquent que le taux de mortalité élevé en Italie est notamment dû au vieillissement de la population, à la manière dont les données sont analysées et à la procédure de test(1).

Justification de la pétition
Ces mesures affectent la population et l'économie de la Suisse si sévèrement qu'elles ne sont ni justifiées ni appropriées au sens de l'art. 36 de la Constitution fédérale, et qu'elles ne représentent pas la mesure la plus légère. Selon un article du Handelszeitung (2), les mesures prises par la Confédération entraînent une perte de 39 millions de francs par jour pour les seuls détaillants.

Le Conseil fédéral s'est vu attribuer un grand pouvoir par la loi sur les épidémies (LEP) et l'interprétation de l'article 36 de la Constitution fédérale, qui rend impossible le contrôle judiciaire des mesures prises contre le coronavirus. Le Tribunal administratif fédéral a déjà rejeté un recours administratif correspondant.

Le peuple suisse n'a donc pas d'autre choix que de s'adresser directement au Parlement fédéral dans l'espoir qu'il examine de manière critique les mesures édictées par la Confédération, indépendamment des intérêts des groupes de pression, et qu'il tienne compte avant tout et surtout de l'impact humain de ces mesures dans une décision. Il est déjà clair que les mesures fédérales entraîneront une forte augmentation du chômage, des faillites privées et des dettes inutiles pour de nombreuses entreprises qui, malgré de bonnes performances économiques, sont soudainement dépendantes du crédit pour éviter ou reporter la faillite. La conseillère nationale Jacqueline Badran a qualifié le plan d'urgence fédéral d'"appel à l'endettement massif". Elle a ajouté qu'elle avait déjà reçu des milliers de mails de petites entreprises qui craignaient pour leur existence malgré les mesures d'aide fédérales annoncées(3).

Le Parlement est invité à préciser l'interprétation de l'article 36 de la Constitution fédérale afin qu'une répétition de mesures aussi drastiques ne puisse plus être effectuée aussi facilement et sur la base de faits douteux. En raison de l'ordonnance et de l'infestation naturelle de la population qui a lieu depuis des milliers d'années, une nouvelle vague d'infection est attendue à l'automne 2020(3a/b). Le Parlement est invité à comparer la mortalité statistique avec les années précédentes et à examiner si cela justifie effectivement une "situation extraordinaire" conformément à la loi sur les épidémies (EpG). Selon Admin.ch (4), la situation extraordinaire est destinée aux "pires pandémies", comme la grippe espagnole en 1918, qui a fait 25 000 morts et mis en danger la sécurité intérieure de la Suisse.

En comparaison, au printemps 2015, environ 2500 personnes de plus que d'habitude sont mortes d'infections grippales dans ce pays (5) et, selon l'OFSP (au 29 mars 2020), environ 257 personnes sont mortes jusqu'à présent du coronavirus (6)

Sur la base de ces comparaisons, les mesures édictées par la Confédération ont un effet tout à fait exagéré et, outre la santé mentale de la population, mettent également en danger l'économie nationale dans une mesure considérable et doivent donc être supprimées le plus rapidement possible.
---
A partir du 4 mai, le Parlement tiendra une session extraordinaire pour discuter du problème du coronavirus. D'ici là, le plus grand nombre possible de Suisses\* devrait signer cette pétition afin de faire comprendre au Parlement qu'une partie importante de la population suisse considère les mesures fédérales comme excessives et souhaite qu'elles soient immédiatement arrêtées.

Veuillez diffuser cette pétition le plus largement possible afin qu'un maximum de personnes puissent y réfléchir.

De nombreuses voix du monde de la politique, des affaires et de la jurisprudence considèrent que les mesures officielles sont disproportionnées d'un point de vue international et les ont commentées publiquement. Ces voix ont jusqu'à présent été ignorées par le Conseil fédéral et par les autorités de l'OFSP.

L'objectif de cette pétition est donc d'appeler le Parlement à inclure ces voix critiques dans ses délibérations. Car seuls ceux qui connaissent les deux parties peuvent obtenir une image complète et prendre une décision réfléchie d'une telle importance pour l'ensemble de la nation.

En outre, les médias devraient immédiatement commencer à rendre compte de la situation au sujet du coronavirus de manière plus factuelle et beaucoup moins émotionnelle. La peur et le stress qu'elle provoque sont manifestement mauvais pour le système immunitaire et constituent l'un des principaux facteurs de maladie !

Vous trouverez des informations sur le contexte ici : impfentscheid.ch/corona-und-the- round?v=1ee0bf89c5d1. Cette page sera continuellement mise à jour.

Merci beaucoup pour votre soutien, nous vous souhaitons de rester en bonne santé et des forces pour cette période difficile.

Meilleures salutations de Netzwerk Impfentscheid

**de dd.**

**Sources:**

<https://www.srf.ch/news/schweiz/alle-schritte-aus-dem-lockdown-so-sieht-der-fahrplan-des-bundesrates-aus>
<https://www.openpetition.eu/ch/petition/online/die-corona-massnahmen-in-der-schweiz-sind-nicht-gerechtfertigt>
<https://impfentscheid.ch/wp-content/uploads/online-petition-text-komplett.pdf>

(1) – Journal of the American Medical Association: <https://jamanetwork.com/journals/jama/fullarticle/2763667>( Berichterstattung auf Deutsch: <https://science.orf.at/stories/3200422/>)
(2) Handelszeitung: <https://www.handelszeitung.ch/unternehmen/die-mall-misere-jeden-tag-gehen-39-umsatzmillionen-bachab>
(3) Handelszeitung: <https://www.handelszeitung.ch/politik/dies-ist-ein-aufruf-zur-massenverschuldung>
(4) Admin.ch: <https://www.newsd.admin.ch/newsd/message/attachments/60477.pdf>
(5) Bundesamt für Statistik, Grippetote 2015 <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/kataloge-datenbanken/medienmitteilungen.assetdetail.3742835.html>
(6) Bundesamt für Gesundheit, 29.März 2020 – wird regelmässig aktualisiert <https://www.bag.admin.ch/bag/de/home/krankheiten/ausbrueche-epidemien-pandemien/aktuelle-ausbrueche-epidemien/novel-cov/situation-schweiz-und-international.html>

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

#Suisse - [www.kla.tv/Suisse](https://www.kla.tv/Suisse)

#Coronavirus-fr - [www.kla.tv/Coronavirus-fr](https://www.kla.tv/Coronavirus-fr)

#ConseilFederalSuisse - Fédéral Suisse - [www.kla.tv/ConseilFederalSuisse](https://www.kla.tv/ConseilFederalSuisse)

**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**

* ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
* peu entendu, du peuple pour le peuple...
* des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](https://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter:** [**www.kla.tv/abo-fr**](https://www.kla.tv/abo-fr)

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd’hui en réseau en dehors d’internet!
Cliquez ici:** [**www.kla.tv/vernetzung&lang=fr**](https://www.kla.tv/vernetzung%26lang%3Dfr)

*Licence:  Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d’utiliser notre matériel avec l’attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n’est autorisé qu’avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.